



# Washington Wall Street Watch

N°2026- 19 - Le 14 Mai 2026

Une publication de l'Antenne de New York du SER de Washington

## SOMMAIRE

### Conjoncture

- Le conflit en Iran continue de peser sur les prix à la consommation
- Les ventes au détail progressent dans un contexte de hausse de l'inflation
- Les prix à la production accélèrent en avril, atteignant leur niveau le plus élevé depuis 2022
- Le marché du travail américain se montre résilient en avril malgré des fragilités sous-jacentes

### Politiques macroéconomiques

- Kevin Warsh confirmé à une courte majorité par le Sénat

### Services financiers

- La Fed relève la montée de quelques risques pour la stabilité financière

### Situation des marchés

### Brèves

---

## CONJONCTURE

### Le conflit en Iran continue de peser sur les prix à la consommation

Selon le [rapport](#) du *Bureau of Labor Statistics* (BLS) publié le 12 mai 2026, l'indice des prix à la consommation (PCI) a progressé de +0,6 % en avril (après +0,9 % en mars) et sa composante sous-jacente a augmenté de +0,4 % (après +0,2 %). Les prix de l'énergie ont poursuivi leur augmentation à +3,8 % en avril (après +10,9 %). Les prix de l'alimentation progressent de +0,5 % (après +0,0 %), et plus particulièrement de +0,7 % pour l'alimentation à domicile.

Sur 12 mois glissants, l'inflation progresse de +3,8 % en avril (après +3,3 %) et l'inflation sous-jacente de +2,8 % (après +2,6 %), un niveau supérieur aux attentes des marchés (consensus respectivement à +3,7 % et +2,7 %). Les prix de l'énergie augmentent sur un an à +17,9 % (après +12,5 %) en réponse au conflit en Iran. Les hausses sont particulièrement soutenues pour les carburants automobiles (+28,4 %) et le fioul (+54,3 %). Sur un an, les prix de l'alimentation augmentent de +3,2 % (après +2,7 %). En glissement annuel, les prix des biens hors alimentation et énergie ont progressé de +1,1 % (après +1,2 %) et ceux des services hors énergie ont augmenté de

+3,3 % (après +3,0 %), dont +4,3 % pour les services de transport (avec +20,7 % pour l'aérien en lien avec la hausse du coût du carburant).

L'indice préliminaire de la confiance des consommateurs américains, [publié](#) le 8 mai par l'Université du Michigan, a reculé de -1,6 points en mai, pour atteindre 48,2 (après 49,8 en avril, révisé de +0,6 pt). Ce niveau constitue un plus bas historique. La hausse des prix de l'essence et l'impact des droits de douane sont cités comme des préoccupations majeures par les répondants.

### Les ventes au détail progressent dans un contexte de hausse de l'inflation

Le [rapport](#) publié le 14 mai par le *Census Bureau* met en évidence une hausse des ventes au détail de +0,5% sur un mois en avril (après +1,6% en mars révisé de -0,1 point de pourcentage) et de +4,9% par rapport à avril 2025. Les chiffres publiés ne sont pas corrigés de l'inflation, et donnent une indication imparfaite de la variation des ventes en volume.

La hausse mensuelle la plus importante porte sur les ventes d'essence à la pompe (+2,8%) reflétant l'impact de la guerre en Iran sur les prix du pétrole. Les ventes d'alimentation augmentent de +0,8%, tirées elles aussi par l'inflation, celles en grands magasins sont stables à +0,1% et les dépenses dans les bars et restaurants restent dynamiques à +0,6%. Les ventes de meubles et autres équipements de maison baissent de -2% sur un mois et celles de véhicules de -0,4%.

### Les prix à la production accélèrent en avril, atteignant leur niveau le plus élevé depuis 2022

Selon un [rapport](#) publié le 13 mai 2026 par le *Bureau of Labor Statistics* (BLS), les prix à la production (PPI) ont augmenté de +1,4 % (après +0,7 % en mars, révisé à la hausse de

+0,2 point de pourcentage), au-delà du consensus de marché à +0,5%. La composante sous-jacente de l'indice (la demande finale sans l'alimentation, l'énergie) atteint +0,6 % (après +0,2 %).

La hausse des prix à la production est liée au conflit en Iran, avec une augmentation marquée pour les biens de consommation finale (+2,0 %, après +1,9 %), tirée par les biens énergétiques (+7,8 % sur un mois, après +10,1 %). Les prix à la production des services augmentent aussi, à +1,2 % (après +0,2%), avec une hausse pour les services de distribution (+2,7 %), et de transport et de logistique (+5,0 %).

Sur 12 mois glissants, l'inflation des prix à la production s'établit à +6,0 % (après +4,3 %, révisé à la hausse de +0,3 pt) et sa composante sous-jacente augmente de +4,4 % (après +3,7 %). Cette augmentation des prix à la production est la plus élevée depuis fin 2022.

### Le marché du travail américain se montre résilient en avril malgré des fragilités sous-jacentes

Le [rapport sur l'emploi](#) publié par le *Bureau of Labor Statistics* pour avril 2026 fait état de créations d'emplois supérieures aux attentes (+115 000 emplois créés contre des anticipations situées entre +55 000 et +60 000). Les chiffres des mois précédents ont été fortement révisés : mars a été revu à la hausse à +185 000 créations (contre +70 000 initialement), tandis que février a été révisé à la baisse à -156 000 emplois (contre -92 000 initialement). La dynamique de l'emploi reste principalement portée par le secteur de la santé et de l'assistance sociale (+54 000 emplois), le transport-logistique (+30 000) ainsi que le commerce de détail (+22 000), notamment grâce aux hypermarchés et entrepôts-clubs fonctionnant sur abonnement. À l'inverse, l'emploi fédéral poursuit son recul (-9 000) et le secteur de l'information perd 13 000 emplois.

Le taux de chômage demeure stable à 4,3 % en avril mais le taux de participation recule à 61,7 %, son plus bas niveau depuis octobre 2021, tandis que l'indicateur élargi du sous-emploi (taux U-6) atteint 8,2 %, un point haut depuis le début de l'année,

porté notamment par la hausse du temps partiel contraint. Parallèlement, la progression salariale ralentit : le salaire horaire moyen augmente de +0,2 % sur le mois et de +3,6 % sur un an, soit un rythme désormais inférieur à l'inflation (+3,8 %).

---

## POLITIQUES MACROECONOMIQUES

### Kevin Warsh est confirmé à une courte majorité par le Sénat

Le 13 mai 2026, le Sénat américain a [confirmé](#) Kevin Warsh à la présidence de la Fed par 54 voix contre 45. Il s'agit de la marge de confirmation la plus faible jamais enregistrée pour un président de la Fed. Un seul démocrate, John Fetterman, a voté en faveur de K. Warsh pour succéder à Jerome Powell. Ce score est inférieur à celui obtenu par Janet Yellen en 2014 (56 voix contre 26), illustrant l'érosion du consensus bipartisan qui entourait traditionnellement les nominations à la Fed.

Le mandat de quatre ans de Kevin Warsh comme président de la Federal Reserve, ainsi que son mandat parallèle de quatorze ans comme gouverneur de l'institution,

restent suspendus aux dernières signatures administratives de la Maison-Blanche. Il devrait selon toute vraisemblance prendre officiellement ses fonctions de Président ce vendredi 15 mai, à l'expiration du mandat de J. Powell. Ce dernier quittera la présidence mais a annoncé en avril qu'il conserverait son siège de gouverneur au sein de la Fed pour une durée indéterminée.

Le gouverneur Stephen Miran a présenté sa [démission](#) le 14 mai, avec effet à la date d'entrée en fonction de K. Warsh au conseil des gouverneurs. Le nouveau FOMC est donc dorénavant composé de 3 gouverneurs proches de l'exécutif (K. Warsh, M. Bowman, C. Waller) sur un total de 12 membres votants (7 gouverneurs, dont J. Powell, et 5 présidents de Fed régionales).

---

## SERVICES FINANCIERS

### La Fed relève la montée de quelques risques pour la stabilité financière

La Fed a publié le 9 mai son [rapport](#) semestriel sur la stabilité financière. Si l'économie américaine est dans l'ensemble résiliente, elle alerte sur plusieurs points de tension sous-jacents.

Les risques géopolitiques occupent à présent le devant de la scène. Les risques liés au conflit en Iran sont les premiers cités dans le sondage de marché de la Fed, et en particulier les perturbations sur le marché énergétique. Les inquiétudes liées à l'IA progressent également sur 6 mois (survalorisation du marché action, dépenses d'investissement financées par

l'endettement, conséquences délétères pour le marché du travail, risques cyber), de même que les tensions sur le marché du crédit non-bancaire (Private Credit).

La pression sur les valorisations reste élevée par rapport aux fondamentaux, notamment sur le marché actions. Le niveau de valorisation du S&P 500 reste élevé (autour de 21x les profits) malgré une forte volatilité du *Price-earnings-ratio* (PER), qui suit les fluctuations boursières rythmées par l'évolution du conflit en Iran.

Sur le marché obligataire souverain, la prime de terme nominale est en hausse et repasse au-dessus de sa médiane historique (50 points de base - pb) à 70 pb, ce qui

témoigne d'une crainte des investisseurs de s'exposer à long-terme plutôt qu'à court-terme, alors que les anticipations d'inflation progressent.

La qualité du crédit se détériore dans certains compartiments spécifiques, notamment celui des souscripteurs de private credit. L'endettement général des ménages et des entreprises reste sain, et inférieur aux moyennes historiques. Néanmoins, la Fed souligne que les entreprises les plus fragiles et qui ont emprunté à des fonds de private credit peinent à faire face à leurs obligations de remboursement. La Fed relève également une hausse des défauts sur les prêts auto au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025 par rapport aux mois précédents (c. 4%), tandis que les défauts sur les cartes de crédit se stabilisent.

Le niveau d'effet de levier continue de progresser dans le secteur financier, et des

risques de liquidité apparaissent sur les fonds de private credit. Les 15 plus grands hedge funds ont vu leur niveau de levier continuer à progresser (12x leurs fonds propres) au T3 2025, puis se stabiliser depuis. Les demandes de rachat massives sur certains types de fonds de private credit (les *perpetual Business Development Companies* – BDC ouverts et non cotés) ont conduit à des sorties nettes de capitaux sur ce segment, pour la première fois depuis 2021. Ces fonds disposent toutefois des sources de liquidité suffisantes pour faire face à des demandes de rachat similaires pendant au moins 3 trimestres. Si les risques pour la stabilité financière sont jugés modérés, une prolongation des rachats pourrait entraîner des tensions sur l'accès au crédit pour les entreprises au profil risqué qui empruntent auprès de ces fonds.

---

## SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 et le Nasdaq Composite ont poursuivi leur progression, augmentant respectivement de +1,35 % à 7 501 points, et +1,54 % à 26 635 points. Les marchés actions continuent de battre des records malgré le contexte géopolitique toujours tendu. Cet optimisme est porté par l'enthousiasme autour de l'intelligence artificielle, la solidité des résultats du premier trimestre, et la résilience de la consommation américaine mise en évidence par la hausse des ventes au détail. Cerebras Systems, un

fabricant de puces, a réussi, jeudi, la plus grosse introduction en bourse de l'année, levant 5,5 Md USD. Le prix de l'action a progressé de +72 % sur la séance.

Les rendements des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) augmentent fortement sur la semaine, avec une hausse de +11 points de base à 4,02 %, pour les bons à 2 ans, et +9 points de base pour les bons à 10 ans à 4,48 %, sur le fond de l'impasse au Moyen-Orient, de la forte hausse de l'inflation au mois d'avril et de la résilience du marché du travail.

---

## BREVE

➤ Le 11 mai 2026, la société britannique de transferts de fonds Wise a [procédé](#) à son introduction sur le Nasdaq, transférant sa cotation principale de Londres à New York tout en conservant une cotation secondaire à la Bourse de

Londres. Fondée en 2011, Wise avait annoncé cette décision en 2025, invoquant la profondeur et la liquidité des marchés de capitaux américains.

- Le 11 mai 2026, le président Donald Trump a nommé Francis Brooke, jusqu'alors secrétaire adjoint au Trésor par intérim, pour occuper ce poste à titre permanent, sous réserve de confirmation par le Sénat.
- La CFTC a publié le 14 mai un ordre de *substituted compliance* conditionnelle en réponse à une demande de Goldman Sachs Paris. Elle reconnaît que le cadre prudentiel et de reporting financier de l'Union européenne (IFR/IFD) applicable à un swap dealer non bancaire et tel que transposé en France et mise en œuvre par le superviseur prudentiel français (ACPR) est comparable aux exigences américaines de capital et de reporting financier applicables aux swap dealers en vertu du Commodity Exchange Act. Bien que son groupe soit enregistré auprès de la CFTC, Goldman Sachs Paris pourra donc appliquer les exigences de capital et de reporting européennes et françaises à la place des règles américaines.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication** : Antenne de New-York du Service économique régional de Washington

**Rédaction** : Cédric Garcin, Guillaume Bove, Paul Cassavia, Mohamed El Guindi, Galina Natchev, Lou Dhiver.

**Abonnez-vous** : [afws@dgtresor.gouv.fr](mailto:afws@dgtresor.gouv.fr)